

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 3820

[2003/201139]

17 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les modalités de demande et de délivrance des informations visées à l'article 150, alinéa 1^{er}, 5°, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et des certificats d'urbanisme

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 150, alinéa 1^{er}, 5°, modifié par le décret du 18 juillet 2002, et 150bis inséré par le décret précité;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 portant les annexes au Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme;

Vu l'avis de la Commission régionale de l'aménagement du territoire, rendu le 27 février 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 18 février 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 14 mai 2003;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'intitulé du chapitre XVIII du titre I^{er} du livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine est remplacé par le texte suivant :

« CHAPITRE XVIII. — Des informations, copies et extraits à délivrer par les administrations communales en application des articles 150 et 150bis. »

Art. 2. Il est inséré dans le chapitre XVIII du titre I^{er} du livre IV comprenant les articles 443 à 447 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine un article 445/1 libellé comme suit :

« Art. 445/1. En application de l'article 150, alinéa 1^{er}, 5°, les administrations communales sont tenues de délivrer au titulaire du droit cédé, à son mandataire ou à l'officier instrumentant les informations visées à l'article 85, § 1^{er}.

La demande est adressée à l'administration communale par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception postal ou déposée, contre récépissé, à l'administration communale.

Les informations sont envoyées par lettre recommandée à la poste, le cachet de la poste faisant foi, dans les quarante jours de la réception de la demande.

Les informations doivent être demandées au moyen du formulaire III A, dont le modèle est repris à l'annexe 49 du présent Code.

Les informations sont délivrées au moyen du formulaire III B, dont le modèle est repris à l'annexe 49 du présent Code. »

Art. 3. L'article 446 du Code précité est remplacé par le texte suivant :

« Art. 446. Les administrations communales sont tenues de délivrer aux personnes qui en font la demande un certificat d'urbanisme n° 1.

La demande de certificat est adressée à l'administration communale par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception postal ou déposée, contre récépissé, à l'administration communale.

Le certificat est demandé au moyen du formulaire I A, dont le modèle est repris à l'annexe 35 du présent Code.

Le certificat est délivré dans les quarante jours de la réception de la demande au moyen du formulaire I B, dont le modèle est repris à l'annexe 35 du présent Code. »

Art. 4. L'article 447 du Code précité est remplacé par le texte suivant :

« Art. 447. Les administrations communales sont tenues de délivrer aux personnes qui en font la demande un certificat d'urbanisme n° 2.

La demande de certificat est adressée à l'administration communale par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception postal ou déposée, contre récépissé, à l'administration communale.

Le certificat est demandé au moyen du formulaire II A, dont le modèle est repris à l'annexe 35 du présent Code.

Le certificat est délivré au moyen du formulaire II B, dont le modèle est repris à l'annexe 35 du présent Code.

Le certificat reproduit l'avis du fonctionnaire délégué. »

Art. 5. L'annexe 35 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 portant les annexes au Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est remplacée par l'annexe 35 publiée en annexe du présent arrêté.

Constitue l'annexe 49 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, l'annexe 49 publiée en annexe du présent arrêté.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe 35
DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME N° 1
Formulaire I A

Au Collège des Bourgmestre et
Echevins de la Commune de

.....

Mesdames, Messieurs,

Je vous prie de bien vouloir me délivrer un certificat d'urbanisme n° 1 comprenant, pour le bien sis à
..... cadastré section n° et appartenant à, les informations visées à l'article 150bis, § 1^{er}
du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Je joins à la présente un extrait de plan cadastral récent (1).

Date de la demande :

Nom et adresse du demandeur :

Signature du demandeur :

(1) Note relative aux échelles

(a) S'il s'agit d'un bien situé dans une ville ou une agglomération, le plan est établi à l'échelle 1/500^e ou 1/1.000^e ou 1/2.500^e, et indique les immeubles et voiries environnants dans un rayon de 50 mètres.

Par agglomération, on entend tout ensemble d'habitations disposées le long de la voie publique de telle manière que celle-ci prend l'aspect d'une rue.

(b) S'il s'agit d'un bien situé en dehors d'une ville ou d'une agglomération, le plan est établi à l'échelle 1/2.500^e ou 1/5.000^e ou 1/10.000^e et indique les immeubles et voiries environnants dans un rayon de 500 mètres.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les modalités de demande et de délivrance des informations visées à l'article 150, alinéa 1^{er}, 5^o, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et des certificats d'urbanisme.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ANNEXE 35

CERTIFICAT D'URBANISME N° 1

Formulaire I B

Mesdames, Messieurs,

En réponse à votre demande de certificat d'urbanisme n° 1 réceptionnée en date du
relative à un bien sis à cadastré section n° et appartenant à
....., nous avons l'honneur de vous adresser ci-après les informations
visées à l'article 150bis, § 1^{er} du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine :

Le bien en cause :

1° fait l'objet d'une option particulière du schéma de développement de l'espace régional, à savoir ...;

2° est situé — dans un périmètre ... — en zone ... au plan de secteur de ... adopté par ... du ... et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

3° est situé — dans un périmètre ... — en zone ... au projet — de révision du — de — plan de secteur de à adopté par ... du ...;

4° est situé en zone ... dans le périmètre du plan communal d'aménagement ... approuvé par ... du ... et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

5° est situé en zone ... dans le périmètre du projet — de révision du — de — plan communal d'aménagement ... approuvé par ... du ...;

6° est situé sur le lot n° ... dans le périmètre du lotissement n° ... non périmé autorisé par ... du ...;

7° est situé en zone ... au schéma de structure communal adopté par ... du ...;

8° est situé en zone ... au projet de — révision du — de — schéma de structure communal adopté par ... du ...;

9° est situé sur le territoire ou la partie du territoire communal où le règlement régional d'urbanisme ... est applicable;

10° est situé sur le territoire ou la partie du territoire communal où le règlement communal d'urbanisme approuvé par ... du ... est applicable;

11° est situé sur le territoire ou la partie du territoire communal visé(e) par le projet — de révision du — de — règlement communal d'urbanisme approuvé par ... du ...;

12° est situé dans le périmètre d'un site Natura 2000 visé par l'article 1bis alinéa unique 18° de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

13° est situé dans le périmètre d'un territoire désigné en vertu de l'article 6 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

14° est situé dans une zone de prise d'eau, de prévention ou de surveillance au sens du décret du 30 avril 1990 relatif à la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables modifié la dernière fois par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau;

15° est situé dans les limites d'un plan d'expropriation approuvé par ... du ...; le pouvoir expropriant est : ...;

16° est situé dans un périmètre d'application du droit de préemption arrêté par ... du ...; le(s) bénéficiaire(s) du droit de préemption est(ont) : ...;

17° est situé dans le périmètre du site d'activité économique désaffecté suivant : ...;

18° est situé dans un périmètre de revitalisation urbaine;

19° est situé dans un périmètre de rénovation urbaine;

20° est – inscrit sur la liste de sauvegarde visée à l'article 193 – classé en application de l'article 196 – situé dans une zone de protection visée à l'article 209 – localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 – du Code précité;

21° est actuellement raccordable à l'égout;

22° sera raccordable à l'égout selon les prévisions actuelles;

23° est situé dans une des zones faiblement habitées qui ne seront pas pourvues d'égout et qui feront l'objet d'une épuration individuelle;

24° bénéficie d'un accès à une voirie suffisamment équipée en eau, électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante compte tenu de la situation des lieux.

(1) Biffer ou effacer les mentions inutiles.

Observation

Les informations et prescriptions contenues dans le présent certificat d'urbanisme ne restent valables que pour autant que la situation de droit ou de fait du bien en cause ne soit pas modifiée.

A, le

Pour le Collège,

Le Secrétaire,

Le Bourgmestre,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les modalités de demande et de délivrance des informations visées à l'article 150, alinéa 1^{er}, 5°, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et des certificats d'urbanisme.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ANNEXE 35

DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME N° 2

Formulaire II A

Au Collège des Bourgmestre et
Echevins de la Commune de

.....

Mesdames, Messieurs,

Je vous prie de bien vouloir me délivrer un certificat d'urbanisme n° 2 comprenant, pour le bien sis à
..... cadastré section n° et appartenant à, les informations
visées à l'article 150bis, § 1^{er} du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

J'ai l'intention d'exécuter ou d'accomplir sur ce bien les travaux ou actes suivants :

.....

en vue de (1)

.....

(2) Je souhaite être entendu par l'administration communale et le fonctionnaire délégué.

Je joins à ma demande, en trois exemplaires, les documents suivants signés par moi :

1° un plan de situation du bien précité, établi à l'échelle (3) ... figurant l'orientation, les voies d'accès avec indication de leur statut juridique (voirie régionale, provinciale, vicinale ou communale et leur dénomination) et indiquant les biens environnants dans un rayon de (3) ... à partir de chaque limite de ce bien;

2° un extrait de plan cadastral délivré dans le mois précédant la demande établi à la même échelle, indiquant les immeubles et voiries environnants dans un rayon de ... (3);

- 3° un plan établi à l'échelle 1/500^e ou 1/1.000^e, donnant la situation existante et sur lequel figurent :
- le bien immobilier et ses dimensions;
 - l'orientation;
 - la voirie contiguë avec indication de la largeur et du nom;
 - les immeubles existants sur la parcelle et sur les parcelles voisines avec indication cotée de leur implantation;
 - le relief du sol et les plantations existantes;
- 4° les photos des immeubles indiqués sub 3, d), avec indication de la nature et de la couleur des matériaux des façades et des toits;
- 5° le dessin des profils cotés des constructions voisines;
- 6° le relevé des servitudes actives et passives grevant le bien;
- 7° un plan schématique établi à l'échelle 1/500^e ou 1/1.000^e, sur lequel figurent notamment (4) :
- s'il s'agit d'une construction, reconstruction ou transformation : l'implantation, le nombre d'étages et la hauteur, la largeur et la profondeur proposées des bâtiments (principaux et annexes) projetés, la destination des parties du bien qui ne seront pas bâties ou ne seront pas affectées par les travaux projetés (zone de recul, cours et jardins, garage, etc.) avec indication de leurs dimensions; s'il échet, les bâtiments à démolir et les plantations à supprimer; la voirie et les plantations projetées;
 - s'il s'agit d'une démolition : l'implantation et les dimensions de l'immeuble à démolir;
 - s'il s'agit de créer un nouveau logement dans une construction existante : l'indication du nombre de logements, leur situation dans la construction existante, le volume de ceux-ci;
 - s'il s'agit d'une modification de la destination de tout ou partie d'un bien, visée à l'article 84, § 1^{er}, 6°, l'indication des parties visées, de la destination actuelle et de la destination en projet;
 - s'il s'agit de travaux de restauration visés à l'article 84, § 1^{er}, 14°, les indications utiles prescrites au premier ou au deuxième tiret, l'indication des travaux projetés et la mise en évidence de leur impact sur le bien protégé et l'objet de la protection;
 - s'il s'agit de l'utilisation d'un terrain pour le placement d'une ou plusieurs installations fixes : la situation, la nature, le nombre et les dimensions des installations à placer;
 - s'il s'agit du placement d'une enseigne ou d'un dispositif de publicité : la situation, la nature et les dimensions de l'enseigne ou du dispositif de publicité;
 - s'il s'agit d'un boisement : la situation et la superficie de la partie à boiser et l'indication des essences forestières;
 - s'il s'agit d'un déboisement : la situation et la superficie de la partie à déboiser, l'indication des essences forestières et l'âge du peuplement forestier;
 - s'il s'agit d'un abattage d'arbres isolés à haute tige plantés dans une zone d'espace vert prévue par un plan d'aménagement en vigueur, d'un abattage d'arbres existant dans un bien ayant fait l'objet d'un permis de lotir, d'un abattage ou de la modification de l'aspect d'arbres ou de haies remarquables : la situation, le nombre et l'essence des arbres ou haies à abattre ou à modifier;
 - s'il s'agit d'une modification sensible du relief du sol : une coupe en longueur et en largeur du relief à réaliser coté par rapport au niveau du sol actuel, le cubage approximatif des terres à déplacer;
 - s'il s'agit du défrichement ou d'une modification de la végétation de toute zone dont le Gouvernement juge la protection nécessaire : la situation et la superficie de l'espace à défricher ou dont la végétation est à modifier, la nature de la végétation;
 - s'il s'agit de l'établissement d'un dépôt de véhicules usagés, de mitrilles, de matériaux ou de déchets : l'implantation du dépôt; l'estimation du nombre de véhicules ou du volume de mitrilles, matériaux ou déchets à déposer; la nature des matériaux ou déchets à déposer; le type de clôture et l'emplacement de celle-ci;
 - s'il s'agit de l'utilisation habituelle d'un terrain pour le placement d'une ou plusieurs installations mobiles : la situation et la superficie de l'espace à utiliser; le genre et le nombre d'installations mobiles à placer;
 - s'il s'agit d'un lotissement : la superficie à lotir, le nombre de lots et la superficie de ceux-ci, le gabarit et l'emplacement approximatifs des habitations et des annexes éventuelles à construire.

Date de la demande :

Nom et adresse du demandeur :

Signature du demandeur :

(1) préciser s'il y a lieu;

(2) biffer ou effacer le cas échéant;

(3) note relative aux échelles

(a) S'il s'agit d'un bien situé dans une ville ou une agglomération, le plan est établi à l'échelle 1/500^e ou 1/1.000^e ou 1/2.500^e, et indique les immeubles et voiries environnants dans un rayon de 50 mètres.

Par agglomération, on entend tout ensemble d'habitations disposées le long de la voie publique de telle manière que celle-ci prend l'aspect d'une rue.

(b) S'il s'agit d'un bien situé en dehors d'une ville ou d'une agglomération, le plan est établi à l'échelle 1/2.500^e ou 1/5.000^e ou 1/10.000^e et indique les immeubles et voiries environnants dans un rayon de 500 mètres.

4) biffer ou effacer les alinéas qui ne correspondent pas aux actes et travaux projetés.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les modalités de demande et de délivrance des informations visées à l'article 150, alinéa 1^{er}, 5°, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et des certificats d'urbanisme.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ANNEXE 35

CERTIFICAT D'URBANISME N° 2

Formulaire II B

Mesdames, Messieurs,

En réponse à votre demande de certificat d'urbanisme n° 2 réceptionnée en date du relative à un bien sis à cadastré section n° et appartenant à, nous avons l'honneur de vous adresser ci-après les informations visées à l'article 150bis, § 1^{er} du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine :

(1) Le bien en cause :

1° fait l'objet d'une option particulière du schéma de développement de l'espace régional;

2° est situé – dans un périmètre ... – en zone ... au plan de secteur de ... adopté par ... du ... et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

3° est situé – dans un périmètre ... - en zone ... au projet - de révision du – de - plan de secteur de ... adopté par ... du ...;

4° est situé en zone ... dans le périmètre du plan communal d'aménagement ... approuvé par ... du ... et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

5° est situé en zone ... dans le périmètre du projet – de révision du - de - plan communal d'aménagement ... approuvé par ... du ...;

6° est situé sur le lot n° ... dans le périmètre du lotissement n° ... non périmé autorisé par ... du ...;

7° est situé en zone ... au schéma de structure communal adopté par ... du ...;

8° est situé en zone ... au projet de – révision du – de - schéma de structure communal adopté par ... du ...;

9° est situé sur le territoire ou la partie du territoire communal où le règlement régional d'urbanisme ... est applicable;

10° est situé sur le territoire ou la partie du territoire communal où le règlement communal d'urbanisme approuvé par ... du ... est applicable;

11° est situé sur le territoire ou la partie du territoire communal visé(e) par le projet - de révision du – de – règlement communal d'urbanisme approuvé par ... du ...;

12° est situé dans le périmètre d'un site Natura 2000 visé par l'article 1^{er}bis alinéa unique 18° de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

13° est situé dans le périmètre d'un territoire désigné en vertu de l'article 6 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

14° est situé dans une zone de prise d'eau, de prévention ou de surveillance au sens du décret du 30 avril 1990 relatif à la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables modifié la dernière fois par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau;

15° est situé dans les limites d'un plan d'expropriation approuvé par ... du ...; le pouvoir expropriant est : ...;

16° est situé dans un périmètre d'application du droit de préemption arrêté par ... du ...; le(s) bénéficiaire(s) du droit de préemption est (sont) : ...;

17° est situé dans le périmètre du site d'activité économique désaffecté suivant : ...;

18° est situé dans un périmètre de revitalisation urbaine;

19° est situé dans un périmètre de rénovation urbaine;

20° est - inscrit sur la liste de sauvegarde visée à l'article 193 – classé en application de l'article 196 – situé dans une zone de protection visée à l'article 209 – localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 - du Code précité;

21° est actuellement raccordable à l'égout;

22° sera raccordable à l'égout selon les prévisions actuelles;

23° est situé dans une des zones faiblement habitée qui ne seront pas pourvues d'égout et qui feront l'objet d'une épuration individuelle;

24° bénéficie d'un accès à une voirie suffisamment équipée en eau, électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante compte tenu de la situation des lieux.

(2) Vu la réunion entre le demandeur, le fonctionnaire délégué et le représentant du collège des bourgmestre et échevins qui s'est tenue dans les locaux ... en date du

Sous réserve de l'évaluation des incidences du projet sur l'environnement, des résultats des enquêtes et autres consultations et du maintien des normes applicables au moment de la délivrance du certificat, les travaux ou actes que vous envisagez – sont – ne sont pas – (1) susceptibles d'être autorisés par permis d'urbanisme ou de lotir compte tenu des appréciations suivantes :

1° Appréciation du fonctionnaire délégué :

.....

2° Appréciation du collège des bourgmestre et échevins :

.....

Observations

Les informations et prescriptions contenues aux points 1° à 19° du présent certificat d'urbanisme ne restent valables que pour autant que la situation de droit ou de fait du bien en cause ne soit pas modifiée.

Les appréciations formulées par le fonctionnaire délégué et le collège des bourgmestre et échevins restent valables pendant deux ans à compter de la délivrance du présent certificat d'urbanisme.

(1) biffer ou effacer les mentions inutiles;

(2) biffer ou effacer le cas échéant.

A, le

Pour le Collège,

Le Secrétaire,

Le Bourgmestre,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les modalités de demande et de délivrance des informations visées à l'article 150, alinéa 1^{er}, 5°, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et des certificats d'urbanisme.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Annexe 49

DEMANDE D'INFORMATIONS NOTARIALES

Formulaire III A

Au Collège des Bourgmestre et
Echevins de la Commune de

.....

Mesdames, Messieurs,

Je vous prie de bien vouloir me délivrer pour le bien sis à
 cadastré section n° et appartenant à
, les informations visées à l'article 85, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°,
 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Je joins à la présente un extrait de plan cadastral récent (1).

Date de la demande :

Nom et adresse du demandeur :

Signature du demandeur :

(1) Note relative aux échelles

(a) S'il s'agit d'un bien situé dans une ville ou une agglomération, le plan est établi à l'échelle 1/500^e ou 1/1.000^e ou 1/2.500^e, et indique les immeubles et voiries environnants dans un rayon de 50 mètres.

Par agglomération, on entend tout ensemble d'habitations disposées le long de la voie publique de telle manière que celle-ci prend l'aspect d'une rue.

(b) S'il s'agit d'un bien situé en dehors d'une ville ou d'une agglomération, le plan est établi à l'échelle 1/2.500^e ou 1/5.000^e ou 1/10.000^e et indique les immeubles et voiries environnants dans un rayon de 500 mètres.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les modalités de demande et de délivrance des informations visées à l'article 150, alinéa 1^{er}, 5°, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et des certificats d'urbanisme.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ANNEXE 49

INFORMATIONS NOTARIALES

Formulaire III B

Mesdames, Messieurs,

En réponse à votre demande d'informations réceptionnée en date du relative à un bien sis à
 cadastré section n° et appartenant à
 nous avons l'honneur de vous adresser ci-après les informations visées
 à l'article 85, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du
 Patrimoine :

(1) Le bien en cause :

1° est situé – dans un périmètre ... – en zone ... au plan de secteur de ... adopté par ... du ... et qui n'a pas cessé
 de produire ses effets pour le bien précité;

2° est situé en zone ... dans le périmètre du plan communal d'aménagement ... approuvé par ... du ... et qui n'a pas
 cessé de produire ses effets pour le bien précité;

3° est situé en zone ... au schéma de structure communal adopté par ... du ...;

(2) Le bien en cause n'a fait l'objet d'aucun permis de bâtir ou d'urbanisme délivré après le 1^{er} janvier 1977;

(2) Le bien en cause n'a fait l'objet d'aucun permis de lotir délivré après le 1^{er} janvier 1977;

(2) Le bien en cause n'a fait l'objet d'aucun certificat d'urbanisme datant de moins de deux ans;

(2) (3) Le bien en cause a fait l'objet du (des) permis de bâtir ou d'urbanisme suivant(s) délivré(s) après le
 1^{er} janvier 1977 :

Ce(s) permis a (ont) – respectivement – été délivré(s) en vue de :

-

-

-

(2) (3) Le bien en cause a fait l'objet du permis de lotir suivant délivré après le 1^{er} janvier 1977 éventuellement
périmé :

portant sur la création de lot(s).

(2) (3) Ce permis a été modifié par le(s) permis suivant(s) :

-

-

-

(2) (3) Le bien en cause a fait l'objet du (des) certificat(s) d'urbanisme n° 1 suivant(s) datant de moins de deux ans :

-

-

-

(2) (3) Le bien en cause a fait l'objet du (des) certificat(s) d'urbanisme n° 2 suivant(s) datant de moins de deux ans :

-

-

-

(1) Biffer ou effacer les mentions inutiles.

(2) Biffer ou effacer le cas échéant.

(3) Si un ou des permis ou certificats ont été délivrés, en indiquer la date.

A, le

Pour le Collège,

Le Secrétaire,

Le Bourgmestre,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les modalités de demande
 et de délivrance des informations visées à l'article 150, alinéa 1^{er}, 5°, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire,
 de l'Urbanisme et du Patrimoine et des certificats d'urbanisme.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 3820

[2003/201139]

17. JULI 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Antrags- und Erteilungsmodalitäten für die in Artikel 150, Absatz 1, 5° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Auskünfte und Städtebaubescheinigungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Artikels 150, Absatz 1, 5°, und des durch das vorerwähnte Dekret eingefügten Artikels 150bis;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 zur Festlegung der Anlagen zum Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

Aufgrund des Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung vom 27. Februar 2003;

Aufgrund des am 18. Februar 2003 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 14. Mai 2003 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Überschrift des Kapitels XVIII, Titel 1 von Buch IV des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"KAPITEL XVIII. — Von den Gemeindeverwaltungen in Anwendung der Artikel 150 und 150bis auszuhändigende Abschriften, Auszüge und Auskünfte."

Art. 2 - In Kapitel XVIII, Titel 1 von Buch IV, das die Artikel 443 bis 447 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe umfasst, wird ein Artikel 445/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 445/1 - In Anwendung des Artikels 150, Absatz 1, 5° sind die Gemeindeverwaltungen dazu verpflichtet, dem Inhaber des abgetretenen Rechtes, seinem Mandatsträger oder dem protokollierenden Urkundsbeamten die in Artikel 85, § 1 erwähnten Auskünfte zu erteilen.

Der Antrag wird entweder per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung bei der Post an die Gemeindeverwaltung gerichtet oder bei dieser gegen eine Abnahmebescheinigung abgegeben.

Die Auskünfte werden innerhalb von 40 Tagen ab dem Empfang des Antrags per Einschreiben bei der Post übermittelt, wobei das Datum des Poststempels maßgebend ist.

Die Auskünfte sind mittels des Formulars III A zu beantragen, dessen Muster in der Anlage 49 des vorliegenden Gesetzbuches vorzufinden ist.

Die Auskünfte werden mittels des Formulars III B erteilt, dessen Muster in der Anlage 49 des vorliegenden Gesetzbuches vorzufinden ist."

Art. 3 - Der Artikel 446 des vorerwähnten Gesetzbuches wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 446 - Die Gemeindeverwaltungen sind verpflichtet, den Personen, die es beantragen, eine Städtebaubescheinigung Nr. 1 auszustellen.

Der Bescheinigungsantrag wird entweder per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung bei der Post an die Gemeindeverwaltung gerichtet oder bei dieser gegen eine Abnahmebescheinigung abgegeben.

Die Bescheinigung ist mittels des Formulars I A zu beantragen, dessen Muster in der Anlage 35 des vorliegenden Gesetzbuches vorzufinden ist.

Die Bescheinigung wird innerhalb von 40 Tagen ab dem Empfang des Antrags mittels des Formulars I B ausgestellt, dessen Muster in der Anlage 35 des vorliegenden Gesetzbuches vorzufinden ist."

Art. 4 - Artikel 447 des vorerwähnten Gesetzbuches wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 447 - Die Gemeindeverwaltungen sind verpflichtet, den Personen, die es beantragen, eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 auszustellen.

Der Bescheinigungsantrag wird entweder per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung bei der Post an die Gemeindeverwaltung gerichtet oder bei dieser gegen eine Abnahmebescheinigung abgegeben.

Die Bescheinigung ist mittels des Formulars II A zu beantragen, dessen Muster in der Anlage 35 des vorliegenden Gesetzbuches vorzufinden ist.

Die Bescheinigung wird innerhalb von 40 Tagen ab dem Empfang des Antrags mittels des Formulars II B ausgestellt, dessen Muster in der Anlage 35 des vorliegenden Gesetzbuches vorzufinden ist."

Die Bescheinigung gibt das Gutachten des beauftragten Beamten wieder."

Art. 5 - Die Anlage 35 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 zur Festlegung der Anlagen zum Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, wird durch die Anlage 35 ersetzt, die in der Anlage des vorliegenden Erlasses veröffentlicht wird.

Die Anlage 49, die in der Anlage des vorliegenden Erlasses veröffentlicht wird, bildet die Anlage 49 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe.

Art. 6 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 7 - Der Minister der Raumordnung und des Städtebaus wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Anlage 35

ANTRAG AUF EINE STÄDTEBAUBESCHEINIGUNG Nr. 1

Formular I A

An das Bürgermeister- und
Schöffenkollegium der Gemeinde

.....

Sehr geehrte Damen und Herren,

Ich möchte Sie bitten, mir eine Städtebaubescheinigung Nr. 1 auszustellen, die für das in gelegene, unter Flur Nr. katastrierte Gut, Eigentum von, die in Artikel 150*bis*, § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Auskünfte enthält.

Dem vorliegenden Antrag füge ich einen aktuellen Katasterplanauszug bei (1).

Datum des Antrags:

Name und Anschrift des Antragstellers:

Unterschrift des Antragstellers:

(1) Anmerkung bezüglich der Maßstäbe

(a) Bei einem innerhalb einer Stadt oder eines besiedelten Gebiets gelegenen Gut wird dieser Plan im Maßstab 1/500 oder 1/1 000 oder 1/2 500 erstellt und gibt die Nachbargebäude und Straßen in einem Umkreis von 50 Metern an.

Unter besiedeltem Gebiet versteht man jegliche Einheit von Wohnungen, die derart entlang eines öffentlichen Weges angeordnet sind, dass dieser das Aussehen einer Straße annimmt.

(b) Bei einem außerhalb einer Stadt oder eines besiedelten Gebiets gelegenen Gut wird dieser Plan im Maßstab 1/2 500 oder 1/5 000 oder 1/10 000 erstellt und gibt die Nachbargebäude und Straßen in einem Umkreis von 500 Metern an.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Antrags- und Erteilungsmodalitäten der in Artikel 150, Absatz 1, 5° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Auskünfte und der Städtebaubescheinigungen als Anlage beigelegt zu werden.

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

ANLAGE 35

STÄDTEBAUBESCHEINIGUNG Nr. 1

Formular I B

Sehr geehrte Damen und Herren,

In Beantwortung Ihres Antrags auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 1, der am eingetroffen ist, für das in gelegene, unter Flur Nr. katastrierte Gut, Eigentum von, habe ich die Ehre, Ihnen nachstehend die in Artikel 150*bis*, § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Auskünfte zu erteilen:

(1) Das betroffene Gut:

1° ist Gegenstand einer besonderen Zielsetzung des Entwicklungsplans des regionalen Raums, und zwar:

2° liegt - in einem Umkreis von - in einem Gebiet des Sektorenplans von, der durch am angenommen wurde und für das vorerwähnte Gut weiterhin wirksam ist;

3° liegt - in einem Umkreis - in einem Gebiet im Entwurf - der Revision - des Sektorenplans von, vom, der durch angenommen wurde;

4° liegt in einem Gebiet innerhalb des Umkreises des kommunalen Raumordnungsplans, der durch angenommen wurde und für das vorerwähnte Gut weiterhin wirksam ist;

5° liegt in einem Gebiet innerhalb des Umkreises des Entwurfs - der Revision - des kommunalen Raumordnungsplans von, vom, der durch angenommen wurde;

6° liegt auf der Parzelle Nr. innerhalb des Umkreises des Siedlungsgebiets Nr. vom, das noch nicht verfallen ist und durch angenommen wurde;

7° liegt in einem Gebiet des kommunalen Strukturschemas vom, das durch angenommen wurde;

8° liegt in einem Gebiet des Entwurfs - der Revision - des kommunalen Strukturschemas vom, das durch angenommen wurde;

9° liegt auf dem Gemeindegebiet oder Teil des Gemeindegebiets, in dem die regionale Städtebauordnung anwendbar ist;

10° liegt auf dem Gemeindegebiet oder Teil des Gemeindegebiets, in dem die regionale Städtebauordnung vom, die durch angenommen wurde, anwendbar ist;

11° liegt auf dem Gemeindegebiet oder Teil des Gemeindegebiets, das bzw. der von dem Entwurf der - von dem Entwurf der Revision der - durch angenommenen kommunalen Städtebauordnung vom betroffen ist;

12° liegt innerhalb des Umkreises eines in Artikel 1*bis*, einziger Absatz, 18°, des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen erwähnten Natura 2000-Gebiets;

13° liegt innerhalb des Umkreises eines Gebiets, das aufgrund von Artikel 6 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen, bezeichnet wurde;

14° liegt in einer Wasserentnahme, -Präventiv- bzw. -Überwachungszone im Sinne des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung);

15° liegt innerhalb der Grenzen eines durch angenommenen Enteignungsplans vom; die Enteignungsinstanz ist:

16° liegt in einem Umkreis, in dem das durch erlassene Vorkaufsrecht vom Anwendung findet; der/die Inhaber des Vorkaufsrechts ist(sind):

17° liegt innerhalb des Umkreises des folgenden stillgelegten Gewerbebetriebsgeländes:

18° liegt innerhalb eines Umkreises der städtischen Neubelebung;

19° liegt innerhalb eines Umkreises der Stadterneuerung;

20° ist in der in Artikel 193 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Schutzliste eingetragen – steht unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz in Anwendung des Artikels 196 des vorerwähnten Gesetzbuches – liegt innerhalb einer in Artikel 209 des vorerwähnten Gesetzbuches angeführten Schutzzone - liegt in einer in dem in Artikel 233 des vorerwähnten Gesetzbuches genannten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführten Stätte;

21° kann gegenwärtig an die Kanalisationen angeschlossen werden;

22° wird je nach den gegenwärtigen Voraussichten an die Kanalisationen angeschlossen werden können;

23° liegt in einem der schwachbewohnten Gebiete, die nicht mit Kanalisationen ausgerüstet sein werden und für die eine individuelle Klärung vorgesehen ist;

24° hat Zugang zu einem Weg mit ausreichender Strom- und Wasserversorgung, die einen festen Belag hat und in Anbetracht der Ortslage eine ausreichende Breite aufweist;

(1) Unzutreffendes bitte streichen oder löschen.

Anmerkung

Die in der vorliegenden Städtebaubescheinigung enthaltenen Auskünfte und Vorschriften sind lediglich unter der Voraussetzung gültig, dass die Rechts- oder Sachlage des betroffenen Guts unverändert bleibt.

....., den

Für das Kollegium,

Der Sekretär,

Der Bürgermeister,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Antrags- und Erteilungsmodalitäten der in Artikel 150, Absatz 1, 5° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Auskünfte und der Städtebaubescheinigungen als Anlage beigelegt zu werden.

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

ANLAGE 35

ANTRAG AUF EINE STÄDTEBAUGENEHMIGUNG Nr. 2

Formular II A

An das Bürgermeister- und
Schöffenkollegium der Gemeinde

Sehr geehrte Damen und Herren,

Ich möchte Sie bitten, mir eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 auszustellen, die für das in gelegene, unter Flur Nr.katastrierte Gut, Eigentum von, die in Artikel 150bis, § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Auskünfte enthält.

Ich beabsichtige, auf diesem Gut folgende Arbeiten oder Handlungen durchzuführen oder vorzunehmen:

..... und zwar im Hinblick auf (1)

(2) Ich wünsche, von der Gemeindeverwaltung und dem beauftragten Beamten angehört zu werden.

Meinem Antrag füge ich in drei Exemplaren folgende von mir unterzeichnete Unterlagen bei:

1° einen Lageplan des vorerwähnten Guts im Maßstab (3), in dem die Ausrichtung und die Zufahrtswege mit Angabe von deren Rechtsstellung (Regional-, Provinzial- Vicinal- oder Gemeindegeweg und deren Bezeichnung), sowie die benachbarten Güter in einem Umkreis von (3) ab jeder Grenze dieses Guts angegeben werden;

2° einen innerhalb des Monats vor der Antragstellung ausgestellten Auszug aus dem Katasterplan in demselben Maßstab, in dem die benachbarten Gebäude und Wege in einem Umkreis von angegeben werden;

3° einen Plan im Maßstab 1/500 oder 1/1 000, der die gegenwärtigen Lage darstellt und Folgendes angibt:

a) das Immobiliengut und dessen Maße;

b) die Ausrichtung;

c) den angrenzenden Weg mit Angabe von dessen Breite und Bezeichnung;

d) die auf der Parzelle und den benachbarten Parzellen vorhandenen Gebäude mit Angabe von deren vermaßtem Standort;

e) das Bodenrelief und die vorhandenen Anpflanzungen.

4° die Fotografien der unter Punkt 3, d) erwähnten Gebäude mit Angabe der Art und Farbe der für die Fassade und das Dach benutzten Materialien;

5° die Zeichnung der vermaßten Profile der benachbarten Bauten;

6° das Verzeichnis der positiven und negativen Dienstbarkeiten, die das Gut belasten;

7° einen Schemaplan im Maßstab 1/500 oder 1/1 000, in dem insbesondere Folgendes angegeben wird:

- bei einem Bau, Wiederaufbau oder Umbau: der Standort, die Anzahl der Stockwerke und die vorgeschlagene Höhe, Breite und Tiefe der geplanten Gebäude (Haupt- oder Nebengebäude), die Zweckbestimmung der Partien des Guts, die nicht gebaut oder nicht von den geplanten Arbeiten betroffen sind (Bauwisch, Höfe und Gärten, Garage, usw.) mit Größenangabe; gegebenenfalls die Gebäude, die abzureißen und die Pflanzen, die zu beseitigen sind; die geplanten Wege und Anpflanzungen;
- bei einem Abriss: der Standort und die Maße des Gebäudes, das abzureißen ist;
- bei der Einrichtung einer neuen Wohnung in einem bereits vorhandenen Gebäude: die Angabe der Anzahl von Wohnungen, deren Lage in dem vorhandenen Gebäude und deren Volumen;
- bei einer in Artikel 84, § 1, 6° erwähnten Änderung der Zweckbestimmung des gesamten oder eines Teils eines Guts: die Angabe der betroffenen Partien, der gegenwärtigen und der geplanten Zweckbestimmung;
- bei in Artikel 84, § 1, 14° erwähnten Erhaltungsarbeiten: die unter Strich eins und zwei vorgeschriebenen zweckdienlichen Angaben, die Angabe der geplanten Arbeiten und das Hervorheben von deren Auswirkungen auf das geschützte Gut und der Zweck des Schutzes;
- bei der Benutzung eines Geländes zur Einrichtung von einer oder mehreren ortsfesten Anlagen: die Lage, Art, Anzahl und Maße der einzurichtenden Anlagen;
- beim Anbringen eines Werbeschildes oder einer Reklamevorrichtung: dessen bzw. deren Lage, Art und Maße;
- bei einer Aufforstung: die Lage und Fläche der Partie, die aufzuforsten ist und die Angabe der Baumarten;
- bei einer Abholzung: die Lage und Fläche der Partie, die abzuholzen ist und das Alter des Forstbestands;
- beim Fällen von alleinstehenden Hochstamm-bäumen, die in einem durch den geltenden Raumordnungsplan vorgesehenen Grüngebiet gepflanzt wurden, beim Fällen von Bäumen, die auf einem Gut vorhanden sind, für das eine Parzellierungsgenehmigung erteilt worden ist, beim Fällen oder der Änderung des äußeren Aspekts von bemerkenswerten Bäumen oder Sträuchern: die Lage, die Anzahl und Art der Bäume oder Hecken, die zu fällen oder zu verändern sind;
- bei einer bedeutenden Veränderung des Bodenreliefs: ein Längs- und Querschnitt des auszuführenden Reliefs mit den Maßangaben im Verhältnis zum gegenwärtigen Bodenniveau, der annähernde Kubikinhalte der abzuräumenden Erde;
- bei Rodung oder einer Änderung der Vegetation eines jeden Gebiets, dessen Schutz die Regierung als notwendig erachtet: die Lage und Fläche des zu rodenden Bereichs oder dessen Vegetation zu ändern ist, die Art der Vegetation;
- bei der Einrichtung eines Lagers für ausgediente Fahrzeuge, Schrott, Materialien oder Abfälle: der Standort des Lagers, die geschätzte Anzahl der Fahrzeuge oder des Schrott-, Materialien- oder Abfallvolumens, die Art der zu lagernden Materialien oder Abfälle, die Art der Umzäunung und deren Standort;
- bei der üblichen Benutzung eines Geländes für das Aufstellen einer oder mehrerer mobiler Vorrichtungen: die Lage und die Fläche des zu benutzenden Bereichs, die Art und Anzahl der aufzustellenden beweglichen Vorrichtungen;
- bei einer Parzellierung: die Fläche, die zu parzellieren ist, die Anzahl der Parzellen und deren Fläche, der annähernde Umfang und Standort der Wohngebäude und der unter Umständen zu bauenden Nebengebäude.

Datum des Antrags:

Name und Anschrift des Antragstellers:

Unterschrift des Antragstellers

(1) falls erforderlich näher angeben

(2) gegebenenfalls bitte streichen

(3) Anmerkung bezüglich der Maßstäbe:

a) Bei einem innerhalb einer Stadt oder eines besiedelten Gebiets gelegenen Gut wird dieser Plan im Maßstab 1/500 oder 1/1 000 oder 1/2 500 erstellt und gibt die Nachbargebäude und Straßen in einem Umkreis von 50 Metern an.

Unter besiedeltem Gebiet versteht man jegliche Einheit von Wohnungen, die derart entlang eines öffentlichen Weges angeordnet sind, dass dieser das Aussehen einer Straße annimmt.

b) Bei einem außerhalb einer Stadt oder eines besiedelten

Gebiets gelegenen Gut wird dieser Plan im Maßstab 1/2 500 oder 1/5 000 oder 1/10 000 erstellt und gibt die Nachbargebäude und Straßen in einem Umkreis von 500 Metern an.

(4) die Absätze streichen, die nicht den geplanten Handlungen oder Arbeiten entsprechen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Antrags- und Erteilungsmodalitäten der in Artikel 150, Absatz 1, 5° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Auskünfte und der Städtebaubescheinigungen als Anlage beigelegt zu werden.

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

ANLAGE 35

STÄDTEBAUBESCHEINIGUNG Nr. 2

Formular II B

Sehr geehrte Damen und Herren,

In Beantwortung Ihres Antrags auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2, der am eingetroffen ist, für das in gelegene, unter Flur Nr. katastrierte Gut, Eigentum von, habe ich die Ehre, Ihnen nachstehend die in Artikel 150*bis*, § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Auskünfte zu erteilen:

(1) Das betroffene Gut:

1° ist Gegenstand einer besonderen Zielsetzung des Entwicklungsplans des regionalen Raums.

2° liegt – in einem Umkreis von – in einem Gebiet des Sektorenplans von, der durch am angenommen wurde und für das vorerwähnte Gut weiterhin wirksam ist;

3° liegt – in einem Umkreis – in einem Gebiet im Entwurf – der Revision – des Sektorenplans von, vom, der durch angenommen wurde;

4° liegt in einem Gebiet innerhalb des Umkreises des kommunalen Raumordnungsplans, der durch angenommen wurde und für das vorerwähnte Gut weiterhin wirksam ist;

5° liegt in einem Gebiet innerhalb des Umkreises des Entwurfs – der Revision – des kommunalen Raumordnungsplans von, vom, der durch angenommen wurde;

6° liegt auf der Parzelle Nr. innerhalb des Umkreises des Siedlungsgebiets Nr. vom, das noch nicht verfallen ist und durch angenommen wurde;

7° liegt in einem Gebiet des kommunalen Strukturschemas vom, das durch angenommen wurde;

8° liegt in einem Gebiet im Entwurf – der Revision – des kommunalen Strukturschemas vom, das durch angenommen wurde;

9° liegt auf dem Gemeindegebiet oder Teil des Gemeindegebiets, in dem die regionale Städtebauordnung anwendbar ist;

10° liegt auf dem Gemeindegebiet oder Teil des Gemeindegebiets, in dem die regionale Städtebauordnung vom, die durch angenommen wurde, anwendbar ist;

11° liegt auf dem Gemeindegebiet oder Teil des Gemeindegebiets, das bzw. der von dem Entwurf der – von dem Entwurf der Revision der – durch angenommenen kommunalen Städtebauordnung vom betroffen ist;

12° liegt innerhalb des Umkreises eines in Artikel 1*bis*, einziger Absatz, 18°, des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen erwähnten Natura 2000-Gebiets;

13° liegt innerhalb des Umkreises eines Gebiets, das aufgrund von Artikel 6 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen, bezeichnet wurde;

14° liegt in einer Wasserentnahme, -Präventiv- bzw. -Überwachungszone im Sinne des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung);

15° liegt innerhalb der Grenzen eines durch angenommenen Enteignungsplans vom, die Enteignungsinstanz ist:

16° liegt in einem Umkreis, in dem das durch erlassene Vorkaufsrecht vom Anwendung findet; der/die Inhaber des Vorkaufsrechts ist(sind):

17° liegt innerhalb des Umkreises des folgenden stillgelegten Gewerbebetriebsgeländes:

18° liegt innerhalb eines Umkreises der städtischen Neubelebung;

19° liegt innerhalb eines Umkreises der Stadterneuerung;

20° ist in der in Artikel 193 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Schutzliste eingetragen – steht unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz in Anwendung des Artikels 196 des vorerwähnten Gesetzbuches – liegt innerhalb einer in Artikel 209 des vorerwähnten Gesetzbuches angeführten Schutzzone - liegt in einer in dem in Artikel 233 des vorerwähnten Gesetzbuches genannten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführten Stätte;

21° kann gegenwärtig an die Kanalisationen angeschlossen werden;

22° wird je nach den gegenwärtigen Voraussichten an die Kanalisationen angeschlossen werden können;

23° liegt in einem der schwachbewohnten Gebiete, die nicht mit Kanalisationen ausgerüstet sein werden und für die eine individuelle Klärung vorgesehen ist;

24° hat Zugang zu einem Weg mit ausreichender Strom- und Wasserversorgung, die einen festen Belag hat und in Anbetracht der Ortslage eine ausreichende Breite aufweist.

(2) Aufgrund der Versammlung zwischen dem Antragsteller, dem beauftragten Beamten und dem Vertreter des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums, die am in den Räumlichkeiten stattgefunden hat.

Unter Vorbehalt der Bewertung der Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt, der Ergebnisse der Untersuchungen und sonstigen Konsultierungen und der Erhaltung der zum Zeitpunkt der Ausstellung der Bescheinigung anwendbaren Normen, können die von Ihnen in Aussicht genommenen Arbeiten in Anbetracht der nachstehenden Beurteilungen durch eine Städtebaugenehmigung oder Parzellierungsgenehmigung zugelassen werden ja/nein (1):

1° Beurteilung des beauftragten Beamten:

.....

.....

2° Beurteilung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums:

.....

.....

Anmerkungen

Die in den Punkten 1° bis 19° der vorliegenden Städtebaubescheinigung enthaltenen Auskünfte und Vorschriften sind lediglich unter der Voraussetzung gültig, dass die Rechts- oder Sachlage des betroffenen Guts unverändert bleibt.

Die von dem beauftragten Beamten und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium vorgebrachten Beurteilungen sind während zwei Jahren ab der Ausstellung der vorliegenden Städtebaugenehmigung gültig.

(1) Unzutreffendes bitte streichen

(2) Gegebenenfalls streichen

....., den

Für das Kollegium,

Der Sekretär,

Der Bürgermeister,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Antrags- und Erteilungsmodalitäten der in Artikel 150, Absatz 1, 5° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Auskünfte und der Städtebaubescheinigungen als Anlage beigefügt zu werden.

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Anlage 49

BEANTRAGUNG NOTARIELLER AUSKÜNFTE

Formular III A

An das Bürgermeister- und
Schöffenkollegium der Gemeinde

.....

Sehr geehrte Damen und Herren,

Ich möchte Sie bitten, mir für das in gelegene, unter Flur Nr. katastrierte Gut, Eigentum von, die in Artikel 85, § 1, Absatz 1, 1° und 2° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Auskünfte zu übermitteln.

Dem vorliegenden Antrag füge ich einen aktuellen Katasterplanauszug bei (1).

Datum des Antrags:

Name und Anschrift des Antragstellers:

Unterschrift des Antragstellers:

(1) Anmerkung bezüglich der Maßstäbe

(a) Bei einem innerhalb einer Stadt oder eines besiedelten Gebiets gelegenen Gut wird dieser Plan im Maßstab 1/500 oder 1/1 000 oder 1/2 500 erstellt und gibt die Nachbargebäude und Straßen in einem Umkreis von 50 Metern an.

Unter besiedeltem Gebiet versteht man jegliche Einheit von Wohnungen, die derart entlang eines öffentlichen Weges angeordnet sind, dass dieser das Aussehen einer Straße annimmt.

(b) Bei einem außerhalb einer Stadt oder eines besiedelten Gebiets gelegenen Gut wird dieser Plan im Maßstab 1/2 500 oder 1/5 000 oder 1/10 000 erstellt und gibt die Nachbargebäude und Straßen in einem Umkreis von 500 Metern an.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Antrags- und Erteilungsmodalitäten der in Artikel 150, Absatz 1, 5° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Auskünfte und der Städtebaubescheinigungen als Anlage beigefügt zu werden.

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Anlage 49

NOTARIELLE AUSKÜNFTE

Formular III B

Sehr geehrte Damen und Herren,

In Beantwortung Ihrer Antrag, die am eingetroffen ist, bezüglich des in gelegene, unter Flur Nr. katastrierte Guts, Eigentum von, habe ich die Ehre, Ihnen nachstehend die in Artikel 150bis, § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Auskünfte zu erteilen:

(1) Das betroffene Gut:

1° liegt – in einem Umkreis von – in einem Gebiet des Sektorenplans von, der durch am angenommen wurde und für das vorerwähnte Gut weiterhin wirksam ist;

2° liegt in einem Gebiet innerhalb des Umkreises des kommunalen Raumordnungsplans, der durch angenommen wurde und für das vorerwähnte Gut weiterhin wirksam ist;

3° liegt in einem Gebiet des kommunalen Strukturschemas vom, das durch angenommen wurde.

(2) Für das betroffene Gut wurde keine Baugenehmigung oder Städtebaugenehmigung nach dem 1. Januar 1977 ausgestellt;

(2) Für das betroffene Gut wurde keine Parzellierungsgenehmigung nach dem 1. Januar 1977 ausgestellt;

(2) Für das betroffene Gut wurde keine Städtebaubescheinigung von weniger als 2 Jahren ausgestellt;

(2) (3) Für das betroffene Gut wurde(n) nach dem 1. Januar 1977 folgende Baugenehmigung(en) oder Städtebaugenehmigung(en) ausgestellt:

.....

Die Ausstellung dieser Genehmigung(en) erfolgte jeweils im Hinblick auf:

-

-

-

(2) (3) Für das betroffene Gut wurde nach dem 1. Januar 1977 folgende unter Umständen verfallene Parzellierungsgenehmigung ausgestellt:

.....

betreffend die Schaffung von Parzellen.

(2)(3) Diese Genehmigung wurde durch folgende Genehmigung(en) geändert:

-

-

-

(2) (3) Für das betroffene Gut wurde(n) folgende Städtebaubescheinigung(en) Nr. 1 von weniger als 2 Jahren ausgestellt:

-

-

-

(2) (3) Für das betroffene Gut wurde(n) folgende Städtebaubescheinigung(en) Nr. 2 von weniger als 2 Jahren ausgestellt:

-

-

-

(1) Unzutreffendes bitte streichen

(2) Gegebenenfalls streichen

(3) im Falle einer oder mehrerer ausgestellten Genehmigungen oder Bescheinigungen, bitte das Datum angeben

....., den

Für das Kollegium,

Der Sekretär,

Der Bürgermeister,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Antrags- und Erteilungsmodalitäten der in Artikel 150, Absatz 1, 5° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Auskünfte und der Städtebaubescheinigungen als Anlage beigelegt zu werden.

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 3820

[2003/201139]

17 JULI 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de wijze waarop de inlichtingen bedoeld in artikel 150, eerste lid, 5°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en de stedenbouwkundige vergunningen aangevraagd en afgeleverd worden

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 150, eerste lid, 5°, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002 en 150bis ingevoegd bij voormeld decreet;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985 houdende de bijlagen bij het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw;

Gelet op het advies van de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening), uitgebracht op 27 februari 2003;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 18 februari 2003;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 14 mei 2003;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het opschrift van hoofdstuk XVIII van titel I van boek IV van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt vervangen door volgende tekst :

« HOOFDSTUK XVIII. — Inlichtingen, afschriften en uittreksels die door de gemeentebesturen afgeleverd dienen te worden overeenkomstig de artikelen 150 en 150bis ».

Art. 2. Er wordt in hoofdstuk XVIII van titel I van boek IV met de artikelen 443 tot en met 447 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium een artikel 445/1, luidend als volgt, ingevoegd :

« Art. 445/1. Overeenkomstig artikel 150, eerste lid, 5°, zijn de gemeentebesturen ertoe verplicht de in artikel 85, § 1, bedoelde inlichtingen aan de houder van het afgestane recht, diens lasthebber of de instrumenterend ambtenaar te verstrekken.

De aanvraag wordt bij aangetekend schrijven tegen postontvangstbewijs aan het gemeentebestuur gericht of tegen ontvangstbewijs bij het gemeentebestuur afgegeven.

De informatie wordt aangevraagd aan de hand van het formulier III A, waarvan het model als bijlage 49 bij dit wetboek is opgenomen.

De informatie wordt verstrekt aan de hand van het formulier III B, waarvan het model als bijlage 49 bij dit wetboek is opgenomen. »

Art. 3. Artikel 446 van voormeld wetboek wordt vervangen door de volgende tekst :

« De gemeentebesturen zijn ertoe verplicht een stedenbouwkundig attest nr. 1 af te leveren aan de personen die erom vragen.

De aanvraag wordt bij aangetekend schrijven tegen postontvangstbewijs aan het gemeentebestuur gericht of tegen ontvangstbewijs bij het gemeentebestuur afgegeven.

Het attest wordt aangevraagd aan de hand van het formulier I A waarvan het model als bijlage 35 bij dit wetboek is opgenomen.

Het attest wordt binnen 40 dagen na ontvangst van de aanvraag afgeleverd aan de hand van het formulier I B, waarvan het model als bijlage 35 bij dit wetboek is opgenomen. »

Art. 4. Artikel 447 van voormeld wetboek wordt vervangen door de volgende tekst :

« De gemeentebesturen zijn ertoe verplicht een stedenbouwkundig attest nr. 2 af te leveren aan de personen die erom vragen.

De aanvraag wordt bij aangetekend schrijven tegen postontvangstbewijs aan het gemeentebestuur gericht of tegen ontvangstbewijs bij het gemeentebestuur afgegeven.

Het attest wordt aangevraagd aan de hand van het formulier II A waarvan het model als bijlage 35 bij dit wetboek is opgenomen.

Het attest wordt afgeleverd aan de hand van het formulier II B, waarvan het model als bijlage 35 bij dit wetboek is opgenomen. »

In het attest staat het advies van de gemachtigde ambtenaar vermeld.

Art. 5. Bijlage 35 bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985 houdende de bijlagen bij het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw wordt vervangen door bijlage 35 bij dit besluit. Bijlage 49 bij het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium bestaat uit bijlage 49 bij dit besluit.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. De Minister van Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-CI VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

Bijlage 35
AANVRAAG TOT STEDENBOUWKUNDIG ATTEST Nr. 1
Formulier I A

Aan het college van burgemeester
en schepenen van de gemeente

.....

Geachte dames en heren,

Believe mij voor het goed gelegen te

....., kadastraal bekend sectie nr. en toebehorend aan
..... een stedenbouwkundig attest nr. 1 te bezorgen met de informatie
bedoeld in artikel 150bis, § 1, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Hierbij stuur ik een recent uittreksel uit het kadastraal plan (1).

Datum van de aanvraag :

Naam en adres van de aanvrager :

Handtekening van de aanvrager :

(1) Nota in verband met de schaal :

(a) Indien het goed in een stad of een agglomeratie is gelegen, wordt het plan op schaal 1/500, 1/1 000 of 1/2 500 opgemaakt en worden de omliggende gebouwen en wegen in een straal van 50 meter aangeduid.

Onder agglomeratie wordt verstaan : een aaneenschakeling van bebouwing, verspreid langs de openbare weg zodat deze er als een straat uitziet.

(b) Indien het goed buiten een stad of een agglomeratie is gelegen, wordt het plan op schaal 1/2 500, 1/5 000 of 1/10 000, opgemaakt en worden de omliggende gebouwen en wegen in een straal van 500 meter aangeduid.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de wijze waarop de inlichtingen bedoeld in artikel 150, eerste lid, 5°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en de stedenbouwkundige vergunningen aangevraagd en afgeleverd worden.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

Bijlage 35

STEDENBOUWKUNDIG ATTEST nr. 1

Formulier I B

Geachte dames en heren,

Aansluitend op uw aanvraag tot stedenbouwkundig attest nr. 1, die wij op (datum) hebben ontvangen, met betrekking tot een goed gelegen te, kadastraal bekend sectienr. en toebehorend aan bezorgen wij u hierna de informatie bedoeld in artikel 150bis, § 1, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

(1) Betrokken goed :

1° maakt het voorwerp uit van een bijzondere optie van het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, namelijk

2° is gelegen op een oppervlakte – in een gebied in het gewestplan (plaats) aangenomen door op (datum)

3° is gelegen op een oppervlakte – in een gebied in het ontwerp – van herziening- van het gewestplan (plaats) aangenomen door op (datum)

4° is gelegen in een ... gebied op de oppervlakte van het gemeentelijk plan van aanleg ... goedgekeurd bij ... van ... en die niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

5° is gelegen in een ... gebied op de oppervlakte van het ontwerp – van herziening van het gemeentelijk plan van aanleg ... goedgekeurd bij ... van ...;

6° is gelegen op de kavel nr. ... op de oppervlakte van de niet-verstreken verkaveling nr. ... vergund bij ... van ...;

7° is gelegen in een ... gebied op het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

8° is gelegen in een ... gebied in het ontwerp – van herziening van – het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

9° is gelegen op het gemeentelijke grondgebied of het gedeelte van het gemeentelijke grondgebied waar het gewestelijk stedenbouwkundig reglement van toepassing is;

10° is gelegen op het gemeentelijke grondgebied of het gedeelte van het gemeentelijke grondgebied waar het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement goedgekeurd bij ... van ... van toepassing is;

11° is gelegen op het gemeentelijke grondgebied of het gedeelte van het gemeentelijke grondgebied bedoeld bij het ontwerp – van herziening van – het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement goedgekeurd bij ... van ...;

12° is gelegen op de oppervlakte van een Natura 2000-gebied bedoeld bij artikel 1bis, enig lid, 18°, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, gewijzigd bij het decreet van 6 december 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

13° is gelegen op de oppervlakte van een grondgebied aangewezen krachtens artikel 6 van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, gewijzigd bij het decreet van 6 december 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

14° is gelegen in een waterwinnings-, voorkomings- en bewakingsgebied in de zin van het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van het ondergrondse water en tot drinkwater verwerkbaar water, laatst gewijzigd bij het decreet van 15 april 1999 betreffende de waterkringloop en tot instelling van een openbare maatschappij voor waterbeheer;

15° is gelegen binnen de grenzen van een onteigeningsplan goedgekeurd bij ... van ...; onteigende overheid is ...;

16° is gelegen op de oppervlakte waar het voorkeurecht geldt besloten bij ... van ...; de begunstigde(n) van het voorkeurecht is/zijn : ...;

17° is gelegen op de oppervlakte van een afgedankte bedrijfsruimte volgens : ...;

18° is gelegen op de oppervlakte van een stadsheroplevingsgebied;

19° is gelegen op de oppervlakte van een stadsvernieuwingsgebied;

20° staat op de beschermingslijst bedoeld in artikel 193 – is beschermd in toepassing van artikel 196 – is gelegen in een beschermingsgebied bedoeld in artikel 209 – is gelegen in een site die opgenomen is op de lijst der archeologische sites bedoeld in artikel 233 – van voornoemd Wetboek;

21° kan momenteel op de riolering worden aangesloten;

22° zal volgens de huidige vooruitzichten op de riolering aangesloten kunnen worden;

23° is gelegen in een dunbevolkt gebied waar geen riolering aangelegd is en waar een individuele zuivering van toepassing is;

24° heeft een toegang tot de weg die voldoende uitgerust is met water, elektriciteit en een stevige wegverharding die breed genoeg is rekening houdend met de ligging.

(1) Schrappen of uitwissen wat niet past.

Opmerking

De inlichtingen en voorschriften die in dit stedenbouwkundig attest opgenomen zijn, blijven enkel geldig voorzover de bedoelde toestand in feite en rechte niet gewijzigd wordt.

Te, op

Voor het College,

De Secretaris,

De Burgemeester,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de wijze waarop de inlichtingen bedoeld in artikel 150, eerste lid, 5°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en de stedenbouwkundige vergunningen aangevraagd en afgeleverd worden.

De Minister-President,

J.-CI VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

Bijlage 35

AANVRAAG TOT EEN STEDENBOUWKUNDIG ATTEST NR. 2.

Formulier II A

Aan het college van burgemeester
en schepenen van de gemeente

.....

Gelieve mij voor het goed gelegen te
.....
..... kadastraal bekend sectie
nr. en toebehorend aan
een stedenbouwkundig attest nr. 2 te bezorgen met de informaties bedoeld in artikel 150bis, § 1, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Ik heb het voornemen om op dat goed de werken of handelingen zoals volgt : ... uit te voeren of te voltooien met het oog op (1) ...

(2) Ik wens door het gemeentebestuur en de gemachtigd ambtenaar gehoord te worden.

Bij mijn aanvraag voeg ik in drie exemplaren volgende door mij ondertekende stukken :

1° een plan met de ligging van voornoemd goed, opgemaakt op schaal (3) ... met vermelding van de oriëntatie, de toegangswegen en hun rechtsstatuut (gewestelijke, provinciale, buurt of gemeentelijke weg en hun benaming) en van de omgevende goeden binnen een straal van (3) ... vanaf elke grens van dat goed;

2° een uittreksel van kadastraal plan, afgeleverd in de maand voor de aanvraag en opgemaakt op dezelfde schaal, met vermelding van de omliggende panden en wegen binnen een straal van (3) ...;

3° een plan opgesteld op schaal 1/500 of 1/1 000 met vermelding van de bestaande toestand en waarop vermeld worden :

a) het onroerend goed en diens afmetingen;

b) de oriëntatie;

c) de aanpalende weg met vermelding van breedte en naam;

d) de bestaande panden op het perceel en de naburige percelen met de cijfermatige vermelding van hun ligging;

e) bodemreliëf en bestaande beplantingen;

4° de foto's van de panden vermeld onder 3, d), met vermelding van de aard en de kleur van de materialen voor gevels en daken;

5° de tekening van de profielen met cijfermatige aanduiding van de naburige bouwwerken;

6° de aanduiding van de actieve en passieve erfdienstbaarheden die op het goed wegen;

7° een schematisch plan opgemaakt op schaal 1/500 of 1/1 000 waarop onder meer aangegeven zijn (4) :

- indien het om een bouw, herbouw of verbouwing gaat : de vestiging, het aantal verdiepingen en de hoogte, de breedte en de diepte zoals voorgesteld van de ontworpen (hoofd- en bij-)gebouwen, de bestemming van delen van het goed die niet bebouwd zullen worden of niet bij de werken betrokken zullen worden (bouwvrije strook, binnenplaatsen en tuinen, garage, enz.) met vermelding van hun afmetingen; in voorkomend geval, de af te breken gebouwen en de aanplantingen die uitgetrokken zullen worden; de in het vooruitzicht gestelde weg en aanplantingen;

- indien het om een afbraak gaat : de ligging en de afmetingen van het af te breken pand;

- indien er een nieuwe woning ingericht wordt in een bestaand bouwwerk : de vermelding van het aantal woningen, hun ligging in het bestaande bouwwerk en het volume ervan;

- indien het gaat om een wijziging van de bestemming van een deel van of het gehele goed zoals bedoeld in artikel 84, § 1, 6°, de vermelding van bedoelde delen, de huidige bestemming en de vooropgezette bestemming;

- indien het gaat om herstelwerkzaamheden zoals bedoeld in artikel 84, § 1, 14°, de nuttige inlichtingen bepaald bij het eerste of het tweede gedachtenstreepje, de vermelding van de vooropgezette werkzaamheden en de onderstreping van de impact ervan op het beschermde goed en het voorwerp van de bescherming;

- indien het gaat om het gebruik van een terrein voor de plaatsing van één of meerdere vaste installaties : de ligging, de aard, het aantal en de afmetingen van de te plaatsen installaties;

- indien het gaat om de plaatsing van een reclamebord of -zuil : de ligging, de aard en de afmetingen ervan;

- indien het gaat om een bebossing : de ligging en de oppervlakte van het te bebossen gedeelte en de vermelding van de boomsoorten;

- indien het gaat om een ontbossing : de ligging en de oppervlakte van het te ontbossen gedeelte, de vermelding van de boomsoorten en de leeftijd van het bosbestand;

- indien het gaat om het vellen van alleenstaande hoogstammige bomen die in een groengebied staan bepaald bij een geldend plan van aanleg; om het vellen van een boom die in een goed staat waarvoor een verkavelingsvergunning is afgeleverd, of om de wijziging van het aspect van bomen of merkwaaardige hagen : ligging, aantal en boomsoorten of soorten hagen die geveld of gewijzigd dienen te worden;

- indien het gaat om een gevoelige wijziging in het bodemreliëf : een lengte- en breedtedoorsnede van het reliëf met vermelding van de afmetingen ten opzichte van het huidige bodemniveau en bij benadering het volume van de te verplaatsen aarde;

- indien het gaat om een rooiing of een wijziging in de beplanting van het gehele gebied waarvan de Regering de bescherming noodzakelijk acht : de ligging en de oppervlakte van het te rooien gebied of waarvan de beplanting gewijzigd dient te worden, de aard van de beplanting;

- indien het gaat om de vestiging van een opslagplaats voor afgedankte voertuigen, oud ijzer, materialen of afvalstoffen : de plaats van vestiging van de opslag; de raming van het aantal voertuigen of het volume van het oud ijzer, de materialen of de afvalstoffen die opgeslagen worden; de aard van de materialen of de afvalstoffen die opgeslagen worden; het soort afsluiting en de plaats waar laatstgenoemde wordt opgetrokken;

- indien het gaat om het gewone gebruik van een terrein voor de plaatsing van één of meerdere verplaatsbare installaties : de ligging en de oppervlakte van de te gebruiken ruimte; het soort en het aantal te plaatsen verplaatsbare installaties;

- indien het gaat om een verkaveling : de te verkavelen oppervlakte, het aantal kavels en de oppervlakte ervan, de vorm en de plaats bij benadering van de woningen en eventueel op te trekken bijgebouwen.

Datum van de aanvraag :

Naam en adres van de aanvrager :

Handtekening van de aanvrager :

(1) aangeven indien nodig

(2) schrappen of uitwissen wat niet past;

(3) nota in verband met de schaal :

(a) Indien het een goed betreft in een stad of een agglomeratie, wordt het plan opgemaakt op schaal 1/500 of 1/1 000 of 1/2 500 en worden de omliggende panden en wegen in een straal van 50 meter aangegeven.

Onder agglomeratie wordt elk geheel van woningen verstaan die langs de openbare weg gelegen zijn zodat deze laatste het aspect van een straat aanneemt.

b) Indien het een goed betreft buiten een stad of agglomeratie, wordt het plan opgemaakt op schaal 1/2 500 of 1/5 000 of 1/10 000 en worden de omliggende panden en wegen in een straal van 50 meter aangegeven.

4) de leden schrappen of uitwissen die niet beantwoorden aan de in het vooruitzicht gestelde handelingen of werken.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de wijze waarop de inlichtingen bedoeld in artikel 150, eerste lid, 5°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en de stedenbouwkundige vergunningen aangevraagd en afgeleverd worden.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

Bijlage 35

STEDENBOUWKUNDIG ATTEST NR. 2

Formulier II B

Mevrouw,

Geachte heer,

In antwoord op uw aanvraag tot een stedenbouwkundig attest nr. 2, ontvangen op ..., met betrekking tot een goed gelegen te, gekadastraerd afdeling nr. ... en toebehorend aan, hebben wij de eer uw hierna de inlichtingen bedoeld in artikel 150bis, § 1, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium over te maken :

(1) Het betreffende goed :

1° maakt het voorwerp uit van een bijzondere optie van het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, namelijk ...;

2° is gelegen op een oppervlakte – in eengebied in het gewestplan (plaats) aangenomen door op (datum)

3° is gelegen op een oppervlakte – in een gebied in het ontwerp – van herziening van het gewestplan (plaats) aangenomen door op (datum)

4° is gelegen in een ... gebied op de oppervlakte van het gemeentelijk plan van aanleg goedgekeurd bij ... van ... en die niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

5° is gelegen in eengebied op de oppervlakte van het ontwerp – van herziening van het gemeentelijk plan van aanleg ... goedgekeurd bij ... van ...;

6° is gelegen op de kavel nr. ... op de oppervlakte van de niet-verstreken verkaveling nr. ... vergund bij ... van ...;

7° is gelegen in een ... gebied op het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

8° is gelegen in een ... gebied in het ontwerp – van herziening van – het het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

9° is gelegen op het gemeentelijke grondgebied of het gedeelte van het gemeentelijke grondgebied waar het gewestelijk stedenbouwkundig reglement van toepassing is;

10° is gelegen op het gemeentelijke grondgebied of het gedeelte van het gemeentelijke grondgebied waar het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement goedgekeurd bij ... van ... van toepassing is;

11° is gelegen op het gemeentelijke grondgebied of het gedeelte van het gemeentelijke grondgebied bedoeld bij het ontwerp – van herziening van – het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement goedgekeurd bij ... van ...;

12° is gelegen op de oppervlakte van een Natura 2000-gebied bedoeld bij artikel 1bis enig lid 18° van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, gewijzigd bij het decreet van 6 december 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

13° is gelegen op de oppervlakte van een grondgebied aangewezen krachtens artikel 6 van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, gewijzigd bij het decreet van 6 december 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

14° is gelegen in een waterwinnings-, voorkomings- en bewakingsgebied in de zin van het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van het ondergrondse water en tot drinkwater verwerkbaar water, laatst gewijzigd bij het decreet van 15 april 1999 betreffende de waterkringloop en tot instelling van een openbare maatschappij voor waterbeheer;

15° is gelegen binnen de grenzen van een onteigeningsplan goedgekeurd bij ... van ...; onteigende overheid is ...;

16° is gelegen op de oppervlakte waar het voorkeurecht geldt besloten bij ... van ...; de begunstigde(n) van het voorkeurecht is/zijn : ...;

17° is gelegen op de oppervlakte van een afgedankte bedrijfsruimte volgens : ...;

18° is gelegen op de oppervlakte van een stadsheroplevingsgebied;

19° is gelegen op de oppervlakte van een stadsvernieuwingsgebied;

20° staat op de beschermingslijst bedoeld in artikel 193 – is beschermd in toepassing van artikel 196 – is gelegen in een beschermingsgebied bedoeld in artikel 209 – is gelegen in een site die opgenomen is op de lijst der archeologische sites bedoeld in artikel 233 – van voornoemd Wetboek;

21° kan momenteel op de riolering worden aangesloten;

22° zal volgens de huidige vooruitzichten op de riolering aangesloten kunnen worden;

23° is gelegen in een dunbevolkt gebied waar geen riolering aangelegd is en waar een individuele zuivering van toepassing is;

24° heeft een toegang tot de weg die voldoende uitgerust is met water, elektriciteit en een stevige wegverharding die breed genoeg is rekening houdend met de ligging.

(2) Gelet op de vergadering tussen de aanvrager, de gemachtigd ambtenaar en de vertegenwoordiger van het college van burgemeester en schepenen die plaatsvond in de lokalen van ... op datum van ...

Onder voorbehoud van de beoordeling van de milieu-impact van het project, van de resultaten van de onderzoeken en andere raadplegingen en van het behoud van de normen die van toepassing zijn op het ogenblik van de afgifte van het attest, zouden de werken en handelingen die u beoogt, vergund – niet vergund kunnen worden bij een stedenbouwkundige of verkavelingsvergunning rekening houdend met volgende beoordelingen :

1° Beoordeling van de gemachtigd ambtenaar :

2° Beoordeling van het college van burgemeester en schepenen :

Opmerking

De inlichtingen en voorschriften die in dit stedenbouwkundig attest opgenomen zijn, blijven enkel geldig voorzover de bedoelde toestand in feite en rechte niet gewijzigd wordt.

De beoordelingen door de gemachtigd ambtenaar en het college van burgemeester en schepenen blijven geldig tijdens twee jaar te rekenen van de afgifte van dit stedenbouwkundig attest.

(1) schrappen of uitwissen wat niet past

(2) schrappen of uitwissen in voorkomend geval.

Te, op

Voor het College,

De Secretaris,

De Burgemeester,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de wijze waarop de inlichtingen bedoeld in artikel 150, eerste lid, 5°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en de stedenbouwkundige vergunningen aangevraagd en afgeleverd worden.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

Bijlage 49

VERZOEK OM NOTARIELE INLICHTINGEN

Formulier III A

Aan het college van burgemeester
en schepenen van de gemeente

.....

Mevrouw,

Geachte heer,

Gelieve mij voor het goed gelegen te, gekadastraerd afdeling nr. en toebehorend aan....., de inlichtingen bedoeld in artikel 85, § 1, eerste lid, 1° en 2°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium te verstrekken.

Hierbij voeg ik een recent uittreksel van het kadastraal plan.

Datum van de aanvraag :

Naam en adres van de aanvrager :

Handtekening van de aanvrager :

Nota in verband met de schaal :

Indien het goed in een stad of een agglomeratie is gelegen, wordt het plan op schaal 1/500, 1/1 000 of 1/2 500 opgemaakt en worden de omliggende gebouwen en wegen in een straal van 50 meter aangeduid.

Onder agglomeratie wordt verstaan : een aaneenschakeling van bebouwing, verspreid langs de openbare weg zodat deze er als een straat uitziet.

Indien het goed buiten een stad of een agglomeratie is gelegen, wordt het plan op schaal 1/2 500, 1/5 000 of 1/10 000 opgemaakt en worden de omliggende gebouwen en wegen in een straal van 500 meter aangeduid.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de wijze waarop de inlichtingen bedoeld in artikel 150, eerste lid, 5°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en de stedenbouwkundige vergunningen aangevraagd en afgeleverd worden

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

Bijlage 49

NOTARIELE INLICHTINGEN

Formulier III B

Mevrouw,

Geachte heer,

In antwoord op uw verzoek om inlichtingen, ontvangen op, met betrekking tot een goed gelegen te, gekadastréerd afdeling nr. en toebehorend aan hebben wij de eer u nierna de inlichtingen bedoeld in artikel 85, § 1, eerste lid, 1° en 2°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium te verstrekken.

1° is gelegen in eengebied op de oppervlakte van het gemeentelijk plan van aanleg goedgekeurd bij van en die niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

2° is gelegen in eengebied op de oppervlakte van het gemeentelijk plan van aanleg goedgekeurd bij van en die niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

3° is gelegen in eengebied op het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij van

(2) Voor het betreffende goed is geen enkele bouw- of stedenbouwkundige vergunning afgeleverd na 1 januari 1977;

(2) Voor het betreffende goed is geen enkele verkavelingsvergunning afgeleverd na 1 januari 1977;

(2) (3) Voor het betreffende goed is (zijn) volgende bouw- of stedenbouwkundige vergunning(en) afgeleverd na 1 januari 1977 :

Die vergunning(en) is – zijn – respectievelijk – afgeleverd met het oog op

-
-
-

(2) (3) Voor het betreffende goed is na 1 januari 1977 volgende eventueel verstreken verkavelingsvergunning afgeleverd : met betrekking tot de oprichting van kavel(s).

(2) (3) Die vergunning is gewijzigd bij volgende vergunning(en) :

-
-
-

(2) (3) Voor het betreffende goed is (zijn) volgende stedenbouwkundige vergunning(en) nr. 1 van minder dan twee jaar afgeleverd :

-
-
-

(2) (3) Voor het betreffende goed is (zijn) volgende stedenbouwkundige vergunning(en) nr. 2 van minder dan twee jaar afgeleverd :

-
-
-

Schrappen of uitwissen wat niet past.

Schrappen of uitwissen in voorkomend geval.

Als er één of verschillende vergunningen of attesten zijn afgeleverd, datum vermelden.

Te, op

Voor het College,

De Secretaris,

De Burgemeester,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de wijze waarop de inlichtingen bedoeld in artikel 150, eerste lid, 5°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en de stedenbouwkundige vergunningen aangevraagd en afgeleverd worden.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET